

La classe ouvrière compte-t-elle toujours ?

Baptiste Poisson

30 janvier 2026



Baptiste Poisson

Pour une certaine gauche mondaine, la réponse est non. Pour le Capital qui tremble, la réponse est oui.

Récemment, des figures de la gauche parlementaire ont théorisé l'idée que la classe ouvrière ne serait plus le sujet central de l'Histoire. À sa place, elles préfèrent le concept gazeux de « peuple ». D'un point de vue strictement électoraliste, ce constat cynique peut s'entendre. Les statistiques parlent d'elles-mêmes : une partie des ouvriers vote RN (67% au second tour de la présidentielle 2022 selon l'IFOP, une dynamique confirmée aux législatives 2024 avec 57% dès le premier tour), l'autre se réfugie dans l'abstention qui atteint régulièrement 35% à 40% dans les cités ouvrières. Pour la social-démocratie qui ne voit le citoyen que comme un bulletin de vote, l'ouvrier n'est plus un « réservoir » fiable.

Mais pour nous, communistes, qui ne cherchons pas à gérer le système mais à le renverser, la classe ouvrière ne se mesure pas à l'aune des sondages, mais à l'aune du rapport de force. Elle n'est pas une clientèle électorale. Elle est le moteur du monde. Et quand le moteur s'arrête, tout s'arrête.

Retour aux fondamentaux : qu'est-ce que la classe ouvrière ?

Oubliez l'image d'Épinal du mineur de fond des années 50. La définition marxiste est plus précise et intemporelle : est ouvrier celui qui est exclu de la propriété des moyens de production et qui, par son travail, crée la richesse matérielle. Aujourd'hui, cette classe s'articule autour d'une trinité stratégique.

D'abord, ceux qui transforment : l'ouvrier d'usine, de l'agro-alimentaire, du BTP. Ensuite, ceux qui transportent : les forçats de la logistique, du rail, de la route. Enfin, ceux qui alimentent : les travailleurs de l'énergie, qu'elle soit nucléaire, électrique ou gazière, condition sine qua non de toute activité.

En France : mutation, pas disparition

On nous rabâche que la France s'est désindustrialisée. C'est une vérité statistique qui masque un mensonge politique. Certes, le nombre d'ouvriers métallurgistes a fondu, divisé par deux depuis 1980, passant de 2,5 millions à moins d'un million. Mais comme le démontrent les travaux de l'économiste Antoine Vatan, une part immense de ce qu'on appelle les « employés » (cette catégorie fourre-tout de l'INSEE qui représente 27% de la population active) sont en réalité des ouvriers.

Le préparateur de commande Amazon qui marche 20 kilomètres par jour, la caissière qui déplace une tonne de marchandises par heure, l'agent de nettoyage industriel : voilà le nouveau prolétariat. Si l'on cumule les catégories Ouvriers et Employés, le « bloc populaire » représente encore 46% de la population active française.

La réalité, c'est que la France a subi une division du travail imposée par la construction européenne. Dans ce partage des tâches

continental, l'Allemagne de l'Ouest a gardé le monopole de l'industrie lourde et mécanique, générant un excédent commercial record de plus de 200 milliards d'euros. La France, elle, a été reléguée au rang de grand « hub » logistique, de zone de tourisme et de services, accusant un déficit commercial structurel frôlant les 100 milliards. Cette désindustrialisation n'était pas une fatalité économique, mais un choix politique : il s'agissait de briser les « forteresses rouges », ces bastions de la métallurgie comme Billancourt où le PCF et la CGT étaient hégémoniques.

Pourtant, malgré cette saignée, la France reste un carrefour physique incontournable. Prenez le Marché de Rungis : c'est le ventre de la métropole, un nœud logistique où 12 000 salariés assurent le flux tendu alimentaire de 18 millions de consommateurs. Si Rungis s'arrête, Paris a faim en 48 heures.

La classe ouvrière a changé de visage, elle est plus dispersée, mais elle n'a rien perdu de sa combativité. La bataille des retraites de 2023 et le soulèvement des Gilets Jaunes ont prouvé que c'est toujours elle qui mène la danse de la contestation radicale. Quand les raffineurs bloquent l'essence, mettant à sec 30% des stations-service du pays en quelques jours, ou que les éboueurs arrêtent le ramassage, laissant 10 000 tonnes de déchets dans les rues de Paris, la bourgeoisie parisienne redécouvre subitement l'existence de ceux qui rendent sa vie possible et, dans le même temps, s'ouvre la possibilité d'un mouvement social gagnant.

Dans le monde : le basculement du centre de gravité

À l'échelle planétaire, le constat est encore plus cinglant pour les prophètes de la « fin du travail ». Il n'y a jamais eu autant d'ouvriers sur Terre qu'en 2026. Selon l'Organisation Internationale du Travail, l'emploi industriel mondial a progressé en valeur absolue, dépassant les 800 millions de travailleurs.

Ce que l'on nomme poliment « mondialisation » ou « néolibéralisme » n'est que le stade suprême du capitalisme décrit par Lénine : l'impérialisme. Confrontés à la baisse tendancielle du taux de profit chez eux, les pays capitalistes du centre impérialiste ont exporté massivement leurs capitaux vers le Sud global. Les flux d'investissements directs à l'étranger vers les pays en développement ont été multipliés par dix en trente ans.

Cette exportation a créé une classe ouvrière mondiale gigantesque. Les usines textiles n'ont pas disparu, elles ont déménagé au Bangladesh. Mais l'Histoire est dialectique. En développant l'industrie dans les pays émergents, les BRICS, souvent avec la Chine populaire comme locomotive industrielle (la Chine représente désormais 28% de la production manufacturière mondiale contre 16% pour les USA), le capitalisme a créé ses propres fossoyeurs. Le résultat ? Une exacerbation mondiale de la conflictualité de classe, notamment dans les pays du centre impérialiste du fait du déclassement de son prolétariat.

En Corée du Sud, grève historique chez Samsung en 2024, brisant 50 ans de politique « sans syndicat ». Aux États-Unis, grève dure chez Boeing avec 33 000 machinistes paralysant l'aéronautique pendant sept semaines. Au Canada, blocage des dockers à Montréal et Vancouver, menaçant 1,2 milliard de dollars d'échanges par jour. En Inde, le record absolu de la plus grande grève de l'Histoire humaine, détenu jusqu'alors par le Mai 68 français avec ses dix millions de grévistes, a été pulvérisé par le mouvement des paysans indiens : 250 millions de mobilisés lors de la grève générale de novembre 2020.

La lutte des classes n'est pas finie. Elle s'est mondialisée et intensifiée.

Que faire ? L'heure de l'offensive

Face à cette montée en puissance de la classe ouvrière mondiale, les pays impérialistes, États-Unis en tête, sont des bêtes blessées. Enlisés dans la crise du profit, ils n'ont plus d'autre issue que la fascisation intérieure et la guerre extérieure. La défaite de l'hégémonie américaine est inévitable à terme, mais elle peut entraîner le monde dans l'abîme d'une guerre nucléaire si nous ne l'arrêtions pas.

Dans ce dispositif, la France est le « maillon faible » de la chaîne impérialiste. Dette publique à 112% du PIB, déficit commercial abyssal, crise politique permanente : c'est ici que la colère est la plus politique. L'objectif des communistes est clair : construire le Parti capable de briser cette marche à la guerre. Cela passe par une rupture radicale, la sortie de l'OTAN et de l'Union Européenne.

Pourquoi ? Parce que l'UE est le carcan qui verrouille toute politique industrielle et sociale (interdiction des aides d'État, dogme de la concurrence libre et non faussée), et l'OTAN est le fusil braqué sur les peuples du Sud. Faire sortir la France de ces structures porterait un coup fatal au bloc atlantique et ouvrirait la voie du socialisme en France.

Mais qui peut réaliser cela ? Seule la classe ouvrière organisée le peut. Pourquoi ? Parce qu'elle détient l'arme absolue. En termes vulgaires : si la classe ouvrière arrête la production, elle coupe l'oxygène du capital. Elle provoque chez le capitaliste une crise de manque telle qu'il peut en mourir. Mais encore faut-il que nous, communistes, soyons capables de l'organiser pour qu'elle puisse diriger ensuite. Et c'est là que le bâton blesse. Il n'existe aucune force organisée aujourd'hui en France capable de renverser la dictature du capital pour la remplacer par la démocratie la plus large, autrement dit, la dictature du prolétariat.

Pour pallier cela, il faut en premier lieu reconquérir cette classe révolutionnaire. Il faut lui offrir une perspective gagnante, pas des incantations morales. Il faut lier la défense de ses conquêtes sociales (Sécu, retraites, services publics) à la défense de la souveraineté nationale, car ces conquêtes sont des constructions nationales que la mondialisation veut détruire.

L'avant-garde de cette classe doit se rassembler dans un Parti Communiste de combat, qui mènera la lutte en France tout en bâtissant, urgentement, une nouvelle Internationale Communiste. Il s'agit de connecter les luttes : quand le docker du Havre bloque, il aide l'ouvrier indien et le paysan brésilien. Il faut avant tout organiser la prise de pouvoir dans notre pays, avec la classe ouvrière comme force dirigeante, et c'est un objectif qui n'est pas aussi lointain qu'on pourrait le penser.

Nous vivons un moment historique. Si nous parvenons à organiser cette colère, notre génération sera celle qui mettra fin à la préhistoire capitaliste de l'humanité. Le communisme est la jeunesse du monde : à nous de la faire passer à l'âge adulte.

Baptiste Poisson, ouvrier métallurgiste dans l'aéronautique